

L'ORIGINE DE LA PARTICIPATION

La matrice de la démocratie c'est la Révolution française et, qui plus est, juste avant cette révolution qui est l'explosion, ce sont les Lumières. Le cœur des Lumières c'est l'émancipation. L'émancipation intellectuelle, sociale, économique et politique. Toute cette période qui va naître avec la Révolution on appelle ça la « modernité ». Cela peut paraître bizarre de parler de cette naissance de la modernité, mais on va voir qu'elle est peut-être en train de se faire attaquer par ce que certains appellent la « post-modernité » qui propose une autre façon de voir les choses. Alors que dans cette Modernité naissante ce qui est moteur c'est l'émancipation, s'affranchir des dominations, d'où le fait que la Révolution Française va abolir les privilèges, et va porter centralement les aspirations en terme d'égalité, de justice et de liberté. C'est ce triptyque-là qui va faire naître l'opinion publique, la presse, le mouvement ouvrier, les syndicats, l'éducation populaire, et bien d'autres encore : des formes qui agitent la société pour la rendre meilleure.

Deux fondamentaux au cœur de cette Révolution française :

● **L'ACTION QUI REVENDIQUE D'ARRACHER LE MONOPOLE DU POUVOIR À CEUX QUI LE DÉTIENNENT** (c'est pour cela qu'on dit « démocratie » étymologiquement le pouvoir du peuple), ce que Condorcet (un des papas de l'éducation populaire) appellera rendre réelle l'égalité politique. Le fondamental au cœur de cette Révolution c'est ce que Castoriadis appelle la société autonome. Avant c'était Dieu ou le Roi qui était source du pouvoir, avec l'avènement de cette modernité, la Révolution française, maintenant c'est l'homme qui est à la source du pouvoir, c'est pour cela qu'il appelle cela « société autonome », par opposition à « société hétéronome », c'est-à-dire où la décision est définie par autrui (le Roi qui a le pouvoir transcendant et Dieu avant, où l'aristocratie...). Dans la démocratie un fondement important se trouve dans la remise en cause du principe hiérarchique. Or, tant que c'était Dieu ou le Roi, cela nous évitait des conflits, tant qu'il n'y a qu'une source

de pouvoir légitime, pour exprimer ce qu'il est bon et juste de faire, ça simplifie un peu le problème.

● Par contre dès lors que ce changement de source de légitimité a lieu, on se retrouve avec plusieurs sources de légitimité donc des conflits potentiels d'où **LA CONSÉQUENCE EST LA RECONNAISSANCE DES INTÉRÊTS DIVERGENTS : LES SYSTÈMES VONT ESSAYER D'INSTITUTIONNALISER, DE TROUVER COMMENT RÉGULER CES CONFLITS D'INTÉRÊTS.** La démocratie est la forme de société qui se caractérise essentiellement par le fait de faire accueil au conflit (voir définition par Paul Ricœur de la démocratie donnée dans le spectacle *Incultures 1* de Franck Lepage). Et cela change tout par rapport à ce qu'on essaie de nous faire avaler. Le conflit est un élément central de la démocratie.

La démocratie est donc un enjeu idéologique énorme. **DIRE QUE LA DÉMOCRATIE EST LE VOTE, OU L'EXISTENCE DU PARLEMENT, C'EST GOMMER TOUTES LES AUTRES MANIÈRES DE FAIRE VIVRE LES DIVISIONS, LES CONFLITS ENTRE LES DIFFÉRENTS INTÉRÊTS EN JEU DANS UNE SOCIÉTÉ :** occupations d'usines, luttes sociales, presse indépendante, manifestations, pétitions, désobéissance civile, autogestion, figure du rebelle, assemblées, grèves, syndicalisme, référendum, grands débats autour d'événements, l'opposition par les partis politiques et les pouvoirs de surveillance, d'empêchement (blocage, résistance, dissidence...), toutes ces autres traditions. Or de tout temps, dès lors qu'il octroie une liberté, le pouvoir cherche aussitôt à l'encadrer.

Dernier élément de cette partie historique : **UNE DES COMPOSANTES DE LA DÉMOCRATIE, C'EST L'EXIGENCE POLITIQUE DE LA CRITIQUE.** S'il y a différentes légitimités, des conflits, pour faire vivre cette démocratie, la critique est l'exigence centrale de la démocratie, s'il n'y a pas de critique il n'y a pas de démocratie, c'est ce que les Lumières inaugurent (cf Voltaire). Une société démocratique a besoin de lieux, d'encouragements, de moyens, pour exercer sa raison critique. On retrouve là une des définitions de l'éducation populaire, celle du développement de l'esprit critique du plus grand

nombre ; d'où le fait que dans les statuts de la FFMJC, le fondateur (André Philip) avait bien indiqué que la raison d'être des Maisons des Jeunes et de la Culture était d'exercer la raison critique des citoyens. Comment elles le font aujourd'hui au travers des activités qu'elles proposent, on peut se poser la question, mais en tout cas, le lien entre éducation populaire et histoire de la démocratie est fort.

À quoi sert la critique, comme exigence, comme utopie ? Ça sert à s'exercer à dire de quelle société meilleure on rêve, l'idée qu'on a d'une société juste, ce qui ne va pas, rechercher les causes de cette situation dans le but d'aller vers les solutions. C'est ce qui permet pour une société d'être réinterrogée, d'être travaillée. Sans cet exercice-là la démocratie recule !

LE CONCEPT CONTEMPORAIN DE PARTICIPATION¹

Désaffection de la population pour les processus électoraux, perte de légitimité des partis, syndicats, experts, perte de confiance dans les médias de masse... La démocratie serait « en crise » du moins dans sa composante représentative.

Cet état de fait serait-il l'explication de l'« impératif participatif » ? Jamais on n'a vu en tout cas une telle convergence de discours visant aux processus de consultation des « habitants », des jeunes, des populations « des quartiers »... Bizarre, cependant, qu'on ne s'adresse jamais, dans ces processus, aux riches, aux habitants des quartiers résidentiels !

LA PARTICIPATION, C'EST L'EXERCICE DE LA DÉMOCRATIE!

6-7



¹ D'après notamment *Le Nouvel esprit de la démocratie* de Luc Blondiaux

C'est dans les années 1960 aux États-Unis que la notion de participation émerge, à l'occasion de mouvements de mobilisation de masse et d'émergence de mouvements de protestation radicaux, qui désespèrent de se faire entendre des partis classiques. En France, elle émerge à la même période, portée par différents courants de la gauche non communiste: PSU, CFDT. C'est l'époque des Groupes d'action municipaux (GAM), des premiers comités de quartiers et d'ateliers populaires d'urbanisme.

IL S'AGIT ALORS CLAIREMENT D'OUTILS DE CONTESTATION DU SYSTÈME POLITIQUE AU SERVICE DE LUTTES URBAINES. DES CITOYENS, DES ASSOCIATIONS TENTENT DE CONTESTER LE POUVOIR LOCAL EN PLACE, DANS UN SYSTÈME ASCENDANT.

Comment expliquer cette phase de contestation du principe représentatif, cette perte de confiance dans les élus politiques? Il y a l'idée que les gens en savent de plus en plus, avec l'augmentation du niveau général de connaissance... Et que cela pose des problèmes d'autorité. C'est la théorie de l'excès de culture. Il y a la fin du compromis socio-économique de 1945. Alors que chacun pouvait attendre que ses enfants aient une meilleure situation que soi, l'ascenseur social est maintenant en panne... Il y a la corruption qui génère une perte de confiance chez les électeurs, le pouvoir croissant des firmes multinationales et le développement des organisations internationales qui tendent à déposséder les élus politiques de leur pouvoir contraignant pour elles. Et enfin, les clivages devenus flous entre la gauche et la droite de gouvernement, qui utilisent des références communes, se rejoignent dans nombre de propositions... Or, il faut des clivages, des divisions claires pour pouvoir se politiser, prendre position.

Des municipalités d'union de la gauche tentent alors d'institutionnaliser ces processus de participation, dans les années 70 et 80, au moment même où elles ont intégré une bonne partie des leaders précédemment investis dans ces tentatives... L'expérience se solde rapidement par un échec!

LE RENOUVEAU DU THÈME DE LA PARTICIPATION INTERVIENT DANS LES ANNÉES 90, MAIS CETTE FOIS DANS UN PROCESSUS DESCENDANT DES AUTORITÉS POLITIQUES VERS LES CITOYENS. Les domaines de la politique de

la ville ou de l'environnement sont les plus concernés, posant le principe d'une « consultation » préalable avec les habitants pour toute action « modifiant substantiellement les conditions de vie » ou ayant des incidences sur l'environnement. Le champ des organisations internationales connaît également un appel massif à ce concept, pariant que les fonds injectés dans des projets de développement seront plus efficacement utilisés s'ils s'appuient sur des dynamiques locales et des besoins identifiés au plus près des populations concernées.

En France donc, un certain nombre de textes émergent alors, sans pour autant que cette injonction à la participation ne définisse réellement ni les conditions de la participation, ni surtout les engagements de l'autorité publique à prendre en compte ses résultats. Ce sont les concepteurs de l'action publique qui se livrent à des « exercices participatifs » dont ils tiennent les rênes, tant au niveau de la méthode que de la prise en compte des points de vue exprimés. **SIMPLE POLITIQUE DE COMMUNICATION OU INSTRUMENT DE DÉPOLITISATION, DE PACIFICATION DU CONFLIT SOCIAL, CES EXPÉRIENCES SONT LOIN DE REDONNER DU POUVOIR AUX CITOYENS,** comme le fut celle du budget participatif de Porto Allegre. Pour avoir vécu pour certains les simulacres de concertation des comités de quartiers par exemple, les participants ne sont pas prêts à s'investir à nouveau, et les élus auront beau jeu de se plaindre de l'absence d'engagement de la population... Et donc de la légitimité renforcée de la démocratie représentative.

Dans le monde de l'entreprise, la participation est également à la mode et fait partie des nouveaux systèmes de « gouvernance ». Elle s'y inscrit dans un mouvement plus global de décentralisation des systèmes, reposant sur l'autonomie des organisations et la participation effective des acteurs locaux... Comme on a pu le voir dans les cercles de qualité par exemple. Mais que cache le discours des pouvoirs économiques qui veulent à tout prix libérer les initiatives des lourdeurs bureaucratiques et des systèmes centralisés? Pour Philippe Schmetz (*À la recherche d'une participation démocratique*, mars 2003, APED – association pour une école démocratique), il y aurait quatre

objectifs simultanés à cette rhétorique de la participation dans le discours du management libéral: déléguer la gestion de l'austérité à des échelons inférieurs, briser les résistances en développant de petites et moyennes unités qu'on divise et met en concurrence, assurer un développement différencié (au profit d'un développement inégal), permettre et imposer une adaptation rapide aux attentes des entreprises, grâce à des salariés flexibles et adaptables.

On voit bien que si cette notion de participation paraît séduisante, elle recouvre des objectifs différents, voire opposés!

ON EST ALORS EN DROIT DE SE DEMANDER SI, à la manière dont Luc Boltansky et Ève Chiapello ont pu montrer comment les structures du capitalisme ont su, à partir du milieu des années 1970, se renouveler en intégrant les critiques dont elles faisaient l'objet, LES NOUVELLES FORMES DE PARTICIPATION N'ONT PAS POUR FINALITÉ DE MAINTENIR EN PLACE LES STRUCTURES DE DOMINATION POLITIQUE TRADITIONNELLE.

La participation est-elle vraiment une modalité d'explicitation et de travail d'intérêts divergents, ou d'institutionnalisation et de régulation « pacifique » de ces conflits d'intérêts?

On peut penser que l'usage de la délibération et de la participation font partie de la recherche de plus de légitimité de la part des élus: l'implication croissante des citoyens dans la fabrication des politiques publiques ne répondrait en fait qu'à une exigence fonctionnelle et non démocratique dans un mouvement général de transformation des modes de décision publique, avec le risque que la participation ne soit alors qu'un alibi dans la fabrique du consentement ou un dispositif de filtrage des positions les plus critiques.

